

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/HaitiEt-maintenant-le-retour-de-Titid-Hi-hi-hi>

Les empires ne sont plus ce qu'ils étaient !

HaïtiEt maintenant le retour de Titid. Hi, hi, hi !

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : mardi 21 février 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

"Souvenez-vous d'Aristide ! Souvenez-vous d'Aristide ! " criait fiévreusement il y a quelques jours, au centre de la capitale haïtienne, un homme portant un t-shirt à l'effigie de René Préval.

Par Marc Thibodeau

[La Presse](#). Port-au-Prince, le lundi 20 février 2006.

[JPEG - 9.8 ko] **Jean-Bertrand "Titid" Aristide**

Pour lui comme pour des centaines de milliers de personnes défavorisées du pays, le nouveau chef d'État ne fait qu'un avec l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, et sa victoire politique marque le retour imminent au pays du dirigeant déchu.

L'attente des partisans de l'ancien président, qui vit en Afrique du Sud depuis son exil forcé en février 2004, risque fort de devenir rapidement l'un des plus sérieux maux de tête du gagnant de l'élection du 7 février.

Les groupes opposés à M. Préval ont fait grand cas durant la campagne des liens politiques passés entre les deux hommes. Ils ont aussi cherché à associer le candidat présidentiel aux gangs que Jean-Bertrand Aristide avait armés, selon eux, pour faire taire ses détracteurs.

L'accusation a été reprise la semaine dernière par le sociologue Laennec Hurbon, en entrevue avec La Presse. Il voit en M. Préval un prolongement du système " lavalassien " (du nom du parti créé par Jean-Bertrand Aristide), à qui il impute l'état chaotique du pays. Il invoque, à l'appui de ses dires, le fait que certains chefs de gang ont appelé à voter pour lui.

M. Préval a répété durant la campagne qu'il était victime d'une " campagne de dénigrement et d'accusations sans fondement ". Il nie catégoriquement tout lien avec les gangs armés et affirme n'avoir aucun contact avec Jean-Bertrand Aristide.

Il a par contre maintenu une certaine ambiguïté sur ses intentions envers l'ex-président en soulignant que " ce n'était pas à lui de décider " s'il pouvait revenir puisque la Constitution haïtienne interdit l'exil.

M. Préval a précisé du même souffle que personne ne pouvait se soustraire à la justice en rappelant, à titre indicatif, le cas de l'ex-président péruvien Alberto Fujimori. Ce dernier, accusé de corruption et de violation des droits de l'homme, a été arrêté en 2005 alors qu'il cherchait à rentrer au pays.

La mise en garde fait écho aux allégations de népotisme entourant l'ex-président haïtien, qui est aussi accusé par ses détracteurs d'avoir trempé dans le trafic de la drogue. L'avocat américain de Jean-Bertrand Aristide, Ira Kurzban, joint par courriel, s'est borné à dire hier qu'il était " insultant " que La Presse soumette des questions sur ces sujets. Il n'a pas voulu répondre aux questions sur les intentions futures de son client.

Leslie Voltaire, ex-ministre d'Aristide, affirme que l'ex-président a " plus de chances " qu'avant de revenir au pays. Il compte cependant plusieurs " ennemis puissants ", tant en Haïti que dans les capitales occidentales, qu'il faudra " calmer " avant d'envisager concrètement un tel scénario.

Patrick Élie, qui a été secrétaire d'État sous Jean-Bertrand Aristide, estime qu'il y a trop de " volatilité politique " dans le pays à l'heure actuelle pour évoquer son retour.

Une partie de l'élite haïtienne est tout simplement " allergique " à l'ex-dirigeant et pourrait réagir durement, craint M. Élie, qui verrait plutôt l'ex-président adopter un rôle d'ambassadeur itinérant pour Haïti.

Un homme d'affaires proche du groupe des 184, coalition d'organisations de la société civile qui avait joué un rôle important dans la chute du régime de Jean-Bertrand Aristide, affirme que M. Préval n'a " aucun intérêt " à s'associer aujourd'hui avec l'ex-président. Il craint notamment que les donateurs internationaux, indispensables à la relance du pays, réagissent très négativement à une telle décision.

" M. Préval dispose de toute la légitimité populaire dont il a besoin. Il doit maintenant s'atteler au développement plutôt que de regarder en arrière ", dit l'homme d'affaires, qui a requis l'anonymat.

René Préval a été longtemps associé de très près à Jean-Bertrand Aristide, qui l'appelait " son jumeau ". Il est devenu premier ministre à la suite de l'accession d'Aristide à la présidence en 1990. Un an plus tard, chassés par un coup d'État, les deux partent en exil à Washington. Ils rentrent en 1994 à la suite d'une intervention militaire américaine et reprennent leur poste.

L'agronome de formation, aujourd'hui âgé de 63 ans, devient lui-même président en 1996. Nombre d'analystes estiment qu'il est alors dirigé en sous-main par Jean-Bertrand Aristide, qui reprend la tête du pays en 2001 à la suite d'un scrutin controversé. M. Préval se retire alors à la campagne pour se consacrer à des projets de développement. Son entourage affirme qu'il n'a pas parlé à son ancien allié depuis son départ pour l'Afrique du Sud.

Le président du géant africain, Thabo Mbeki, a indiqué hier à l'Agence France-Presse qu'il " pourrait imaginer " que M. Préval ne s'oppose pas au retour en Haïti du président déchu. Il a cependant prévenu que la date de son retour devrait être approuvée par les deux hommes afin d'éviter " des problèmes inutiles ".